

## Face à la frénésie gouvernementale, relever le défi

Dans la suite de la politique ouvertement antisociale menée par le gouvernement, Nicolas Sarkozy se croit aujourd'hui autorisé à bafouer les principes de la République et à trahir son engagement de ne pas revenir sur la retraite à 60 ans.

Face à l'échec de sa politique économique et sociale, à la veille d'une rentrée particulièrement tendue, Nicolas Sarkozy a tenté de reprendre la main par des interventions populistes et racistes. Le lien entre immigration et délinquance, la stigmatisation visant la communauté rom et les gens du voyage, la menace de déchéance de la nationalité française, le fichage, les brutalités policières, le harcèlement contre une partie de la population, les expulsions d'étudiants, les répressions contre les collègues étrangers, la criminalisation de l'action militante, sont autant d'atteintes intolérables aux droits et libertés. **Le SNESUP appelle à participer massivement aux mobilisations du 4 septembre** initiées par la Ligue des Droits de l'Homme « *Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité* » et à faire de cette journée un grand moment de défense des droits et des libertés fondamentales et de rejet de la politique destructrice et inhumaine du gouvernement.

Moins de six jours... c'est le temps que le gouvernement veut accorder à l'Assemblée Nationale pour expédier son projet de « réforme » des retraites au cours d'une session extraordinaire débutant le 7 septembre et devant s'achever le 15 par un vote solennel. Le gouvernement ambitionne de voir son projet adopté d'ici la fin du mois de septembre, le faisant examiner par le Parlement dans le cadre d'une procédure « accélérée » (une seule lecture par l'assemblée nationale puis le sénat). Après le simulacre de concertation, l'urgence avec laquelle le gouvernement entend boucler un dossier aux enjeux lourds pour tous est une provocation et marque le mépris avec lequel il considère le dialogue social. Devant cette frénésie, et le choix de la majorité présidentielle de passer en force pour démolir notre système de retraites (élévation des âges de départ à la retraite, diminution en pratique du montant des pensions, suppression des dispositions sociales, notamment concernant les femmes...), **le SNESUP appelle à assurer le succès de la grève et des manifestations le 7 septembre** et à poursuivre, dans le maintien de l'unité, l'installation dans la durée d'un rapport de forces puissant pour sauver les retraites, maintenir les salaires et assurer l'emploi.

Dans l'éducation, dans ce contexte de tension sociale et de suppression massive de postes, les nouveaux enseignants stagiaires se voient confier, pour la première fois, une classe sans avoir reçu de formation professionnelle. Le SNESUP s'associe à la journée de mobilisation du 6 septembre 2010, et il appelle les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche à participer aux initiatives locales. Le gouvernement, en même temps qu'il saccage la formation des enseignants, contraint les collègues à ouvrir de nouveaux masters, habilités à l'issue d'un simulacre de CNESER, et à bouleverser l'organisation de nombre de masters existants. Cette situation s'ajoute à des conditions de rentrée déjà chargées pour des collègues noyés par la bureaucratie endémique et faisant face à l'accroissement des tâches annexes à leurs missions et prenant de plein fouet les effets de la mise en concurrence individuelle ou collective directement liée à la loi LRU. Les motifs de contestation dans l'enseignement supérieur et la recherche sont plus que jamais présents et nourrissent la montée du mécontentement à l'égard d'une politique gouvernementale liberticide, génératrice d'inégalités, et de mises en péril des solidarités.

**Le SNESUP appelle les collègues, les syndiqués à se réunir dès le 7 septembre et agira aussitôt après l'action du 7 septembre pour contribuer au développement du rapport de forces pour faire reculer le gouvernement sur la question des retraites et au-delà sur toutes nos revendications démocratiques et sociales. Il portera ce mandat dans la FSU et dépose un premier préavis de grève jusqu'au 15 septembre.**

### 1er et 2 septembre, jours de rentrée des classes.

Le Bureau National du SNESUP (BN) a aujourd'hui une pensée pour l'ensemble des lauréats des concours 2010, qui effectuent leur rentrée, sans avoir reçu la moindre formation professionnelle. Il a une pensée particulière pour ceux qui interviennent dans le second degré (collège et lycée) et qui vont avoir leur premier contact avec les élèves, en ayant eu au mieux 2 ou 3 jours de formation facultatifs. Une partie des professeurs des écoles, à peine plus chanceuse, aura un ou deux mois de formation accélérée, pour compenser le fait qu'elle devra enseigner des matières qu'elle n'a pas étudiées.

Le BN compatit avec les collègues affectés dans une classe de seconde qui subiront deux réformes bâclées, et qui devront dans un premier temps travailler sans manuel scolaire.

Le BN a aussi une pensée pour les parents d'élèves dont les enfants vont voir se succéder plusieurs professeurs des écoles dans leur année, ou pour le second degré, plusieurs professeurs pour une même discipline.

Le BN a surtout une pensée pour tous les élèves dont l'année sera rendue beaucoup plus difficile. Cette situation aura des conséquences irréversibles sur les élèves les plus fragiles.

Cette rentrée 2010 se déroule dans un contexte où de multiples changements régressifs sont mis en place par le gouvernement : réforme des lycées, des programmes de seconde, abrogation du cahier des charges de la formation des enseignants, diminution du nombre de postes mis aux concours, du nombre d'enseignants dans les établissements...

Dès 2008, le SNESUP a combattu cette réforme régressive de la formation des enseignants en anticipant cette situation, et a alerté les institutions et nos concitoyens. La communauté universitaire, exceptionnellement unanime, et plus largement le monde de l'éducation en a dénoncé les effets prévisibles et néfastes.

Mais, face à un gouvernement qui a refusé de nous entendre, c'est désormais le socle démocratique de notre société qui est ébranlé par la fragilisation extrême de son système éducatif.

**Cet état de fait n'a en revanche rien d'inéluctable. Le SNESUP s'est encore battu cet été au CNESER contre cette réforme et continuera jusqu'à obtenir son retrait, ainsi que des textes qui en découlent, pour obtenir une tout autre réforme assurant la véritable élévation des qualifications des enseignants.**

A ce titre, le SNESUP s'associe à la journée de mobilisation du 6 septembre 2010, et il appelle les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche à participer aux initiatives locales.

*Motions adoptées à l'unanimité par le BN du 2/09/10*